



# Horizon rural



Partenariat rural canadien | Équipe rurale du Québec

Printemps 2010



## La coop CONTACT : pour l'avenir d'une région

**Coopérative Nature Tourisme Aventure Connecté à la Terre (CONTACT)**  
La coop CONTACT est l'histoire de jeunes Gaspésiens qui se sont retroussés les manches pour faire bouger les choses dans leur région. La coopérative de travailleurs a d'abord été créée dans la municipalité de Bonaventure pour offrir du travail aux gens. En réaction aux fermetures de nombreuses industries de la Gaspésie, les membres ont voulu se donner des moyens pour combattre la crise économique. Ils ont alors fait de CONTACT une coopérative de solidarité avec l'objectif de relancer l'économie locale et de contrer l'exode de la population. Ses promoteurs avaient une passion réelle pour leur communauté qui les a poussés à imaginer des solutions afin d'empêcher le déclin de leur milieu de vie.

De la coopérative de solidarité est né un rêve encore plus ambitieux: faire de CONTACT un projet de société qui assurera l'avenir de la région de manière permanente. Les cinq membres fondateurs ont travaillé d'arrache-pied pour faire de leur rêve une réalité en transformant CONTACT en un laboratoire sur le développement durable.

Depuis mars 2008, la coopérative a de nouveaux objectifs qui aident à définir ce qu'est un laboratoire sur le développement durable. Tout d'abord, un comité de chercheurs travaille très fort à trouver des manières de rendre les communautés rurales viables à long terme. Un autre groupe se penche sur la mise en place d'un village rural du futur! Il s'agit d'un site touristique où modernité, qualité de vie et écologie se côtoieront pour que les visiteurs puissent témoigner des possibilités du monde rural.

Le dernier objectif est de mettre en valeur les ressources naturelles du milieu. Pour le moment, un groupe offre et développe des produits pour la construction écologique, comme des rampes rustiques, des gouttières de bois, des toitures de mélèze et bien d'autres.

CONTACT est l'exemple parfait d'une région qui s'est prise en main pour assurer son avenir! Une quarantaine de collectivités de la Gaspésie bénéficient présentement de ce projet innovateur. La preuve qu'il faut croire en ses rêves pour changer le monde!

Pour plus d'information visitez le site [www.contactfutur.com](http://www.contactfutur.com).

## 2012: Année internationale des coopératives



De gauche à droite: Mme Carol Hunter, directrice générale de l'Association des coopératives du Canada, Mme Marthe Hamelin, présidente du Conseil canadien de la coopération et de la mutualité, et l'honorable Jean-Pierre Blackburn, ministre des Anciens combattants et ministre d'État (Agriculture).

L'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies (ONU) a récemment adopté une résolution sur le rôle des coopératives dans le développement social. L'honorable Jean-Pierre Blackburn, ministre des Anciens combattants et ministre d'État (Agriculture) a annoncé l'accueil favorable du Canada à cette résolution proclamant 2012 l'Année internationale des coopératives. En tant que ministre responsable des affaires rurales et aux coopératives, le ministre Blackburn souhaite que cette initiative contribue à améliorer la reconnaissance du mouvement coopératif.

Pour plus d'information sur l'Année internationale des coopératives au Canada, consultez le [www.coop.gc.ca](http://www.coop.gc.ca).

### Dans ce numéro

La coop CONTACT: pour l'avenir d'une région.....	1
2012: Année internationale des coopératives.....	1
La cartographie interactive au service des communautés: deux histoires à succès.....	2
Votre collectivité, votre information.....	2
Le transport collectif en milieu rural: on embarque!.....	3
Santé aux collectivités rurales anglophones.....	3
Le Nunavik: une région à découvrir.....	4





## La cartographie interactive au service des communautés : deux histoires à succès

Bien qu'à des centaines de kilomètres de distance l'un de l'autre, des communautés crie du Nord québécois ainsi qu'un organisme de gestion par bassin versant de l'Estrie ont sensiblement les mêmes besoins: approfondir leur connaissance des ressources disponibles sur leur territoire afin de mieux les gérer. Pour ce faire, ils ont développé un outil de cartographie interactive, accessible en tout temps à partir de leurs sites Web respectifs.

### Tourisme Eeyou Istchee

Les neuf communautés crie du territoire Eeyou Istchee désiraient trouver des solutions aux problèmes d'utilisation de leurs terres, notamment ceux de l'exploitation forestière et minière ainsi que de l'aménagement hydroélectrique. Il devenait donc impératif de rassembler toute l'information disponible et de la rendre accessible aux membres de la communauté. Les Crie ont donc mis en place un Geoportail web convivial ([creeetourism.ca](http://creeetourism.ca)) offrant de l'information géospatiale aux collectivités crie. Celles-ci s'en servent dans leurs activités de planification, dans leur processus décisionnel, dans leurs discussions et dans leurs recherches sur la gestion des ressources et le développement touristique. Le portail utilise des données cartographiques numériques de la GéoBase, une initiative fédérale-provinciale ayant pour but d'offrir des données cartographiques de qualité, à jour, et disponibles sans frais et sans restriction d'utilisation.

### Conseil de gouvernance de l'eau des bassins versants de la rivière Saint-François (COGESAF)

Le projet de « Portail de l'eau du bassin versant de la rivière Saint-François : à la confluence de l'information et de l'action » est un projet dont le COGESAF rêvait

### Pour plus d'information:

GéoBase : [www.geobase.ca](http://www.geobase.ca)

GéoConnexions : [www.geoconnexions.org/](http://www.geoconnexions.org/)

COGESAF : <http://www.cogesaf.qc.ca/>

Tourisme Eeyou Istchee : [Creeetourism.ca](http://Creeetourism.ca)

Ressources naturelles Canada  
(Centre d'information topographique, Sherbrooke):  
[www.cits.rncan.gc.ca](http://www.cits.rncan.gc.ca)

depuis longtemps. Pour le réaliser, le COGESAF a utilisé les données du Réseau hydro national de GéoBase afin de développer une cartographie interactive du bassin versant. Cet outil de visualisation permet de mettre en lien le réseau hydrographique, les données de qualité de l'eau, les limites de bassin versant et les limites administratives.

Un projet comme celui du COGESAF est rassembleur puisqu'il permet à des groupes aussi variés que des élus municipaux, agriculteurs, forestiers, chercheurs, entrepreneurs, et la population d'obtenir un portrait actualisé de leur bassin versant. De plus, d'autres organismes de bassin versant au Québec peuvent

bénéficier de l'expertise de l'équipe du COGESAF pour leur région et leurs besoins.

### GéoBase

GéoBase est une initiative des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, parrainée par le Conseil canadien de la géomatique (COCG). Afin de mener à bien leur projet, les communautés crie et le COGESAF ont pu profiter d'un financement de GéoConnexions, un programme national de partenariat dirigé par Ressources naturelles Canada. Les données de GéoBase sont gratuites et accessibles en tout temps.

## Votre collectivité, votre information

Elaborer un projet communautaire, démarrer son entreprise et étudier le potentiel économique de sa région nécessitent d'avoir accès à des données statistiques à portée de mains.

À chaque cinq ans, Statistique Canada recueille une panoplie d'information sur la société canadienne grâce au recensement. La Base de données sur les collectivités (BDC) est un outil disponible gratuitement en ligne qui permet de synthétiser les informations des recensements de 1996, 2001 et 2006. À l'aide de tableaux, elle permet de dresser un portrait des atouts régionaux de nos collectivités et d'en apprendre davantage sur leur diversité économique, sociale et culturelle.

Cet accès simplifié est offert à tous, tant au chercheur qui désire obtenir des statistiques démographiques qu'à l'agriculteur qui recherche des marchés fiables ou encore aux agents de développement économique qui travaillent en planification stratégique dans des régions dépendantes des ressources naturelles.

Un organisme sans but lucratif qui soutient l'employabilité et le développement économique communautaire dans les collectivités anglophones du Québec, utilise cet outil pour dresser un portrait des régions anglophones de la province.

« La Base de données sur les collectivités nous permet de dresser le portrait socio-économique d'une région en un clin d'œil et de connaître les principales caractéristiques d'une collectivité anglophone tout en nous donnant une perspective plus large, souligne l'agent provincial de développement de la *Community*

*Table*, Grant Myers. Cet outil nous permet de créer des graphiques et des cartes faciles à comprendre et de les partager avec les organisations avec lesquelles on travaille. »

La *Community Table* chapeaute plusieurs comités d'employabilité et de développement économique communautaire (CEDEC) situés partout au Québec. Les CEDEC encouragent les organismes sur le terrain à développer leur potentiel économique, ce qui nécessite parfois de connaître des statistiques comme le niveau de scolarité, le taux d'emploi, le revenu moyen ou encore d'identifier les principales zones industrialisées.

Que ce soit pour contribuer à bâtir l'industrie touristique des Îles-de-la-Madeleine ou pour organiser un festival de motocyclette dans une collectivité de l'Outaouais, la *Community Table* a besoin de toutes les ressources à sa disposition : « Nous ne possédons pas les ressources humaines ni l'argent nécessaire pour mener des études statistiques d'envergure. Nous préférons donc utiliser des outils déjà existants comme la BDC, poursuit Grant Myers. Quand on offre aux citoyens à la fois des statistiques et les outils nécessaires pour les comprendre, on leur offre le pouvoir de se prendre en main. »

La BDC a été développée par le Partenariat rural du Canada en collaboration avec des partenaires provinciaux, territoriaux et communautaires. Consultez cet outil gratuitement, à l'adresse [www.cid-bdc.ca](http://www.cid-bdc.ca).

Pour plus d'information sur la *Community Table* et les CEDEC, consultez le site Web [www.cedec.ca](http://www.cedec.ca).

## Le transport collectif en milieu rural: on embarque!

Le transport collectif en milieu rural gagne de plus en plus en popularité au grand bénéfice des citoyens ruraux qui peuvent désormais profiter pleinement de leur région et des collectivités adjacentes. Au Québec seulement, on dénombre 66 organismes de transport collectif rural dans autant de collectivités.

Les promoteurs des organisations de transport collectif en milieu rural travaillent à l'établissement de partenariats avec des services de transport déjà existants sur leur territoire, ce qui leur permet de négocier des tarifs avantageux pour leurs membres. Créées entre autres pour répondre aux besoins criants des personnes âgées qui désiraient se rendre dans des établissements de soins de santé, les organisations de transport collectif permettent aujourd'hui à des étudiants de se rendre à leurs activités sportives ou encore à certaines personnes de parvenir à leur lieu de travail.

En 2003, l'Association des transports collectifs ruraux du Québec a été créée pour organiser les services de transport collectif dans l'ensemble de la province et pour accompagner les organisations régionales.

Aujourd'hui présidente de cette association, Micheline Verreault a démarré la toute première organisation de transport collectif en créant Transport ajusté 2000 sur le territoire de la collectivité de Matane en 1999. « Beaucoup de gens ont pris notre modèle et l'ont ajusté avec leurs couleurs régionales pour répondre

aux besoins spécifiques de la population de leur municipalité ».

C'est notamment le cas de la Corporation de transports collectifs de Maskinongé qui vient tout juste de fêter sa cinquième année d'existence. « C'est un projet qui doit venir du milieu, souligne la directrice générale de la Corporation, Valérie Bellerose. Cela a pris environ trois ans de préparation pour démarrer la Corporation de transports collectifs de Maskinongé. »

Depuis son ouverture, la Corporation de Maskinongé a

accueilli environ 350 membres dont 170 sont toujours actifs. « Nous avons une clientèle décentralisée. Les gens ont recours à nos services lorsque leur voiture tombe en panne ou lorsqu'ils sont mal pris », explique Valérie Bellerose.



### Pour bien démarrer...

Bien que le domaine des transports soit de juridiction provinciale, Transports Canada se fait un devoir de documenter les projets de transport collectif et de partager les résultats afin de mieux outiller les citoyens ruraux. Parmi certaines de ses initiatives, Transports Canada a mis sur pied le programme Sur la route du transport durable dans le but d'appuyer des projets qui renferment des outils d'éducation, de sensibilisation et d'analyse nécessaires pour que le transport durable devienne réalité.

Une deuxième initiative, le programme écoMOBILITÉ vise quant à elle à réduire les émissions de gaz à effet de serre et la pollution atmosphérique en optant pour des transports plus écologiques. Et qui dit

transport écologique, dit transport collectif rural. Ce programme vise à la fois à contribuer à des initiatives locales de gestion de la demande en transport et à améliorer la capacité des professionnels et des décideurs à mettre en œuvre ces approches. Dans le cadre de ce programme, un guide des meilleures pratiques, nommé *Amélioration des options de transport dans les petites collectivités et milieux ruraux* a été publié pour les praticiens qui désirent identifier, évaluer, développer et mettre en place des options de transport durable.

Pour plus d'information sur ces programmes, consultez le site Web de Transports Canada: [www.tc.gc.ca](http://www.tc.gc.ca).

## Santé aux communautés rurales anglophones!

La communauté minoritaire anglophone au Québec se chiffre à près d'un million d'individus répartis dans plusieurs régions. À titre d'exemple, environ 10% de la population de la région Gaspésie-Île-de-la-Madeleine est composée d'anglophones. Santé Canada œuvre pour aider les résidents de cette communauté à obtenir l'accès aux services de santé dans leur langue.

Santé Canada finance plusieurs projets gérés par le Réseau communautaire de santé et de services sociaux du Québec (RCSSS). L'Initiative de réseautage et de partenariats ainsi que le Projet concernant la santé de la population sont deux exemples concrets de réalisations auprès des communautés rurales.

L'Initiative de réseautage et de partenariats est conçue pour aider les collectivités minoritaires de langue anglaise du Québec à maintenir et à améliorer leur accès aux soins de santé et aux services sociaux. Dix-huit réseaux communautaires répartis dans plusieurs régions du Québec font présentement l'objet de financement. Des organismes tels que *North Shore Community Association*, *Neighbours Regional Association of Rouyn-Noranda* et *Council for Anglophone Magdalen Islanders* participent à ce projet.

Ces organismes communautaires aident les

collectivités minoritaires de leur région à développer des partenariats avec le système de santé et de services sociaux. Ils sont aussi chargés de la création, de la gestion et de la mise en œuvre de projets de promotion de la santé dans leurs régions respectives.

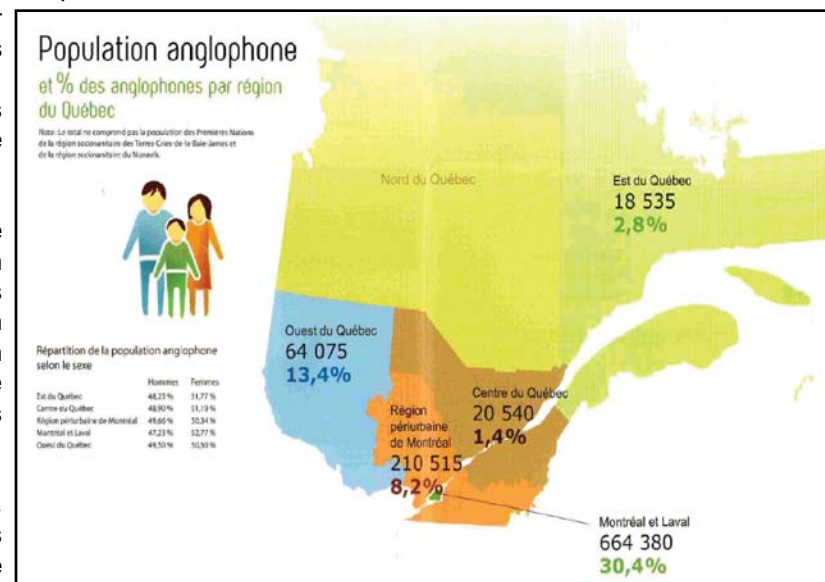
Le Projet concernant la santé de la population vise quant à lui à inciter les collectivités anglophones à découvrir les programmes de santé publique offerts dans leur région et à développer des liens entre la collectivité et les professionnels de la santé publique. En 2009-2010, 14 initiatives réparties dans 11 régions du Québec ont été mises en œuvre.

L'une d'entre elles a été réalisée dans les régions de l'Estrie et de la Montérégie par l'Association des Townshippers. Le projet visait à produire le troisième volet de la trilogie «*We Can Act*», un spectacle humoristique ayant pour thème les soins de santé et de services sociaux.

Cette pièce de théâtre musicale, produite en consultation avec les fournisseurs de soins de santé et de services sociaux de ces deux régions,

fournit de l'information sur la contribution des membres de la communauté au développement de partenariats avec les fournisseurs en santé publique ainsi que sur la mise sur pied de groupes communautaires.

Pour en savoir plus sur les projets qui touchent votre région, n'hésitez pas à contacter le Bureau d'appui aux communautés de langue officielle au 613-957-8987.







## Le Nunavik: une région à découvrir!

Situé au nord du 55e parallèle, le Nunavik est une région encore fort méconnue de la majorité des Québécois.

C'est en 1912 que ce territoire a été transféré au Québec. Auparavant, le Nunavik était sous la juridiction du gouvernement fédéral et faisait partie des Territoires du Nord-Ouest. En signant cette entente, le Québec s'est engagé à reconnaître et à négocier les droits des Inuit sur ce territoire.

Le Nunavik compte plus de 11 000 habitants, dont 90% sont des Inuit répartis dans 14 collectivités situées le long de la baie d'Hudson, du détroit d'Hudson et de la baie d'Ungava, où se trouve la capitale régionale, Kuujuaq. Puisque aucune route ne relie ces collectivités, les seuls moyens de transport sont l'avion et la desserte pendant les mois d'été.

L'économie est basée sur les activités traditionnelles de subsistance, les services gouvernementaux et paragouvernementaux, les activités de transport, les mines, le tourisme et l'art inuit. Tout comme les autres Québécois, les Inuit paient des taxes et des impôts, mais on estime que le coût de la vie y est 70% plus élevé qu'au sud de la province.

### Un territoire marqué par son histoire

Dans la foulée de la Révolution tranquille, le premier ministre Robert Bourassa a annoncé le projet hydroélectrique de la Baie-James. En plus d'entraîner des retombées économiques importantes dont la création d'emplois, ce projet d'envergure a mis le Nord du Québec sur la carte et a entraîné, en 1975, la signature de la *Convention de la Baie-James et du Nord québécois* par les gouvernements fédéral et provincial, les Inuit et les Cris de la Baie James.

La signature de la Convention a donné un statut

juridique et politique particulier au Nunavik. Par exemple, les Inuit ont reçu des compensations pour l'extinction de leurs droits et l'impact du projet de la Baie-James ainsi que pour l'établissement de nouveaux régimes des terres, des ressources et d'évaluation environnementale.

C'est dans ce contexte que la Société Makivik a vu le jour. Son mandat est de gérer les fonds de compensations, de stimuler le développement économique, de voir à la création et au financement d'industries appartenant aux Inuit, et de promouvoir le bien-être, le progrès et l'éducation des Inuit du Nunavik.

La Convention a aussi établi un système de gouvernance unique basé sur la création de 14 municipalités et de trois institutions à caractère publique desservant tous les résidents du Nunavik, Inuit et non-Inuit, soit la Commission scolaire Kativik ([www.kativik.qc.ca](http://www.kativik.qc.ca)), la Régie régionale de la Santé et des Services sociaux du Nunavik ([www.rrsss17.gouv.ac.ca](http://www.rrsss17.gouv.ac.ca)) et l'Administration régionale Kativik ([www.krg.ca](http://www.krg.ca)).

En 2007, une entente prévoyant la création d'un gouvernement régional du Nunavik a été signée par le premier ministre du Québec, le ministre québécois aux Affaires autochtones, le ministre des Affaires indiennes et du Nord du Canada et le président de la Société Makivik, Pita Aatami.

### Un peuple novateur

Les Inuit du Nunavik ont subi d'énormes bouleversements depuis les dernières décennies,



Collectivité de Salluit, Nunavik

dont la militarisation de l'Arctique lors de la Seconde guerre mondiale et de la Guerre froide, de même que le passage d'une vie nomade à une vie sédentaire.

Malgré ces nombreux enjeux, les Inuit ont su se doter d'une gouvernance et reprendre un certain contrôle de leur propre territoire. Ils sont désormais forts de plusieurs succès, mais font face à de nombreux défis sociaux.

Les Inuit ont toujours démontré une grande capacité d'adaptation, ce qui leur permet aujourd'hui de mieux faire face aux défis actuels. Le gouvernement régional du Nunavik sera adapté aux besoins uniques de cette région tout en respectant les cadres juridiques de l'Assemblée nationale du Québec et du Parlement du Canada.

Pour plus d'information sur la Société Makivik et le gouvernement régional du Nunavik, veuillez consulter respectivement les sites Web [www.makivik.org](http://www.makivik.org) et [www.nunavikgovernment.ca](http://www.nunavikgovernment.ca).

POUR OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS SUR  
LES PROGRAMMES ET LES SERVICES DU  
GOUVERNEMENT DU CANADA :

1-800-O-CANADA (1-800-622-6232)  
ATS : 1-800-465-7735  
Internet : [www.canada.gc.ca](http://www.canada.gc.ca)

Centres d'accès Service Canada

Horizon rural est une publication annuelle de l'Équipe rurale du Québec pour les citoyens des régions rurales et nordiques.

L'Équipe rurale est constituée de représentants de ministères fédéraux et d'organisations clés oeuvrant en ruralité au Québec. Son travail consiste à créer des partenariats afin de mobiliser les intervenants des différentes régions de la province pour les questions touchant les collectivités rurales.

Si vous avez une idée de reportage, une lettre à adresser au rédacteur ou que vous voulez recevoir un exemplaire du bulletin, adressez-vous à :

Isabelle Lamontagne  
Secrétariat rural et aux coopératives  
901, rue du Cap-Diamant, pièce 350-4  
Québec, (Québec) G1K 4K1  
[isabelle.lamontagne@agr.gc.ca](mailto:isabelle.lamontagne@agr.gc.ca)